

Les médias parlent parfois du Sahara occidental, du conflit en « sommeil » qui persiste dans les provinces du Sud du Maroc. L'ONU a déployé des personnels depuis 1991 dans le but de « surveiller le cessez-le-feu » entre les forces marocaines et le Front Polisario, un mouvement séparatiste entretenu par l'Algérie depuis les années 1970. Les personnels onusiens se succèdent dans cette partie du monde où les tensions s'estompent au fur et mesure des investissements étatiques importants dans la région.

Les Nations unies

Tout récemment le Conseil de sécurité de l'ONU a prorogé d'un an le mandat de la MINURSO, (Mission pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental). Cette résolution est globalement favorable à la thèse du Maroc qui propose également un plan d'autonomie depuis 2007 pour mettre fin au conflit. Comme le souligne Taleb Mohammed, membre du Conseil Royal Consultatif pour les Affaires Sahariennes (CORCAS), « *le Maroc présente un projet crédible, qui respecte les normes et standards internationaux en matière d'autonomie. Le plan marocain pour le Sahara est la seule chance de mettre fin au conflit entretenu par l'Algérie qui est évidemment partie prenante au conflit* ».

La résolution 2218 réaffirme aussi la nécessité d'effectuer un recensement des populations dans les camps de Tindouf. En effet, le flou entretenu par l'Algérie sur l'origine et le nombre des personnes des camps de la région de Tindouf est, selon un rapport de l'Office anti-fraude (OLAF), de la commission de l'Union européenne, à l'origine de détournement organisé, depuis des années, des aides humanitaires destinées à ces camps en Algérie.

✘ Le Conseil de sécurité de l'ONU a également loué les efforts du Maroc en matière de Droits de l'Homme à travers notamment la création en 2011 du [Conseil national des Droits de l'Homme \(CNDH\)](#) qui a succédé au Conseil consultatif des Droits de l'Homme (CCDH) créé en 1990. Le CNDH a renforcé les commissions régionales de Dakhla et Laayoune. La situation est beaucoup plus inquiétante du côté algérien. Selon Mohamed Cherif, transfuge du groupe séparatiste Polisario et créateur de l'association *Lumière et Justice*, que nous avons rencontré à Dakhla et qui a choisi de regagner le Maroc « *cette absence de recensement permet aussi toute sorte de manipulation sans compter les violations des droits de l'homme qui sont nombreuses dans les camps du Polisario où règne une totale opacité* ». Selon cet ancien militant qui a passé plusieurs années dans une cellule du Polisario de moins de 2m², « *les exécutions et les disparitions sont nombreuses. La situation des droits de l'Homme dans les camps de Tindouf est dramatique. Les populations de ces camps sont tout simplement séquestrées dans des mouroirs à ciel ouvert depuis une quarantaine d'années et vivent dans des conditions inhumaines intolérable* ».

« Un conflit artificiel, résidu de la guerre froide »

La résolution du Conseil de sécurité insiste également sur la nécessité de mettre fin au conflit. Sur ce point, le rapport du secrétaire général Ban Ki-moon insistait sur les conséquences de la frustration croissante parmi les personnes des camps de Tindouf et « *l'expansion des réseaux criminels et extrémistes dans la région Sahel-Sahara* », ajoutant qu'elles « *présentent des risques accrus pour la stabilité et la sécurité de la région* ». Selon lui, un règlement du différend

territorial « diminuerait ces risques ». Sur ce point il faut souligner que ce conflit est un facteur de crise et de déstabilisation de la région sahélo-saharienne. Seul le Maroc apparaît aujourd'hui comme une puissance stabilisatrice pouvant indirectement faciliter la mission de la force Barkhane déployée depuis août 2014, luttant contre les groupes armés jihadistes, impliquant cinq pays, à savoir la Mauritanie, le Mali, le Niger, le Burkina Faso et le Tchad.

✘ Le mur (*cf la carte de la Minurso*) a été construit dans les années 1980-1986 contre les incursions des éléments armés soutenus par l'Algérie et les pays du bloc communiste dont Cuba - ce qui permet au professeur Charles Saint-Prot, directeur de l'Observatoire d'études géopolitiques, d'affirmer qu'il s'agit d'un « *conflit artificiel résidu de la guerre froide* » - est aujourd'hui devenu un excellent rempart contre les infiltrations de toutes sortes : criminelles, terroristes...

Sécurité régionale et coopération sud-sud

La seule porte du Sud, entre le Maroc et la Mauritanie, est le poste frontière de Guerguerat / Bir Guendouz où le Maroc investit pour le moderniser et l'agrandir afin de mieux gérer le trafic routier. Situé au pied du « mur » Guerguerat est un point de filtrage sécuritaire stratégique sur la longue route qui va de Tanger jusqu'à Nouakchott et Dakar. Le site comprend deux énormes scanners pour vérifier le contenu des semi-remorques, des installations informatisées pour la vérification des passeports, une infirmerie et un centre de détection du virus Ebola.

Le contrôle de cette province par le Maroc permet indirectement à l'Europe d'avoir des garanties sur des flux migratoires maîtrisés et de permettre à la force Barkhane de se concentrer sur un axe sahélo-saharien déjà très étendu. Il est très peu probable que les revendications séparatistes du Polisario, instrumentalisées par l'Algérie, apportent une solution sécuritaire dans la région. En 2013, la France constatait la présence d'un membre du Polisario parmi les jihadistes d'AQMI (1).

Le renforcement de la souveraineté marocaine dans la région favorise également les échanges. C'est un trait d'union essentiel vers l'Afrique sub-saharienne dans une stratégie de coopération sud-sud dont le roi Mohammed VI a fait une priorité. Fait marquant et emblématique, au moment où nous visitons le poste frontière nous apercevons un car transportant de jeunes chefs d'entreprise africains se rendant au salon HUB Africa réunissant pour la première fois des investisseurs et des entrepreneurs en Afrique.

Des investissements étatiques considérables pour attirer ensuite des investisseurs privés

Les investissements considérables effectués par le Maroc dans ses provinces sahariennes, se comptant en milliards de dirhams, notamment en matière d'infrastructures routières, immobilières et portuaires, contribuent à développer une région dans une stratégie économique en liaison directe avec le littoral atlantique, ce qui est nouveau car la culture locale était traditionnellement orientée sur l'intérieur des terres, vers le désert.

Dans le secteur touristique, Dakhla (l'ancienne Villa Cisneros espagnole), située à 360 kilomètres au nord de la frontière mauritanienne, est devenue un havre de loisirs pour les

adeptes du kitesurf une bonne partie de l'année, recherchant soleil, sable, vagues, vent et tranquillité. Une ligne aérienne (2) intérieure la dessert et l'aéroport accueille chaque année quelques 300 000 passagers. Des progrès sont à effectuer avec des lignes aériennes directes avec la France et l'Espagne ainsi que dans le domaine hôtelier.

La région a profondément changé depuis le départ des Espagnols en 1975. Les villes ont fortement grossi comme Dakhla ou Boujdour. L'agglomération de Dakhla compte actuellement 60 000 habitants contre 5000 en 1975.

Le Maroc investit dans des villages de pêcheurs artisanaux comme celui d'Aftissate ou de N'tireft. L'Etat finance ainsi la barque, le moteur, la formation ainsi que les structures pour commercialiser les produits de la pêche (halle, congélation...). La province d'Oued Eddahab - Lagouira comprend plus de 3200 barques faisant travailler près de 9800 marins-pêcheurs.

Des investissements importants sont réalisés dans le secteur portuaire comme à Dakhla où le port, le deuxième du Maroc après Agadir, est en phase d'extension et peut traiter un million de tonne de poisson dont 670 000 tonnes de pélagiques. Ce port devrait être transformé en port de plaisance quand le grand projet portuaire « Dakhla Atlantique », situé à 70 km au nord de la ville, sera construit pour l'horizon 2030.

Les Centre régionaux d'investissement (CRI) facilitent les démarches administratives concernant la création d'entreprises qui peuvent bénéficier de nombreuses exonérations.

Des femmes engagées dans le développement

Des associations sont créées par des femmes de la région, comme « *Sahara Réflexion* ». Leurs fondatrices, Naoual BOUJA et Raaboub BHAI, que nous avons rencontré à leur siège de Laayoune, souhaitent s'investir dans le débat public et le développement global à travers des études et des propositions dans le domaine des politiques publiques et de l'économie. Elles veulent également faire entendre leur voix sur le conflit du Sahara marocain, sur la paix et la sécurité, nous indiquant un argument de poids : les responsables de la société civile sont composées à 80% de femmes. Raaboub BHAI est également journaliste à Laayoune TV, première télévision publique de la région lancée en 2004 pour contrer les influences médiatiques d'une radio du Polisario installée en Algérie.

Ces femmes militent aussi pour la création d'un organisme protégeant les consommateurs. Les villes sont inondées de produits divers provenant d'Asie souvent de mauvaise qualité pouvant représenter un danger.

Stabilité et développement

Dans une Afrique marquée par de forte déstabilisations depuis quelques années, l'autonomie du Sahara occidental sous souveraineté marocaine semble être la solution la plus sage et la plus réaliste face aux groupes armés conjuguant jihadisme, terrorisme et trafics en tout genre. La sécurité de la région nécessite l'intervention et la protection d'un État stable comme l'est le Maroc, profondément enraciné dans son histoire pluriséculaire, pour garantir un développement harmonieux dans l'intérêt de toutes les populations.

Stéphane Gaudin (texte et photos)**NOTES :**

(1) Sources : Le

Figaro, <http://www.lefigaro.fr/international/2013/03/01/01003-20130301ARTFIG00354-mali-combattant-d-aqmi-il-rapporte-la-mort-d-abou-zeid.php> / et Jeune Afrique, <http://www.jeuneafrique.com/Article/JA2703p010-013.xml0/>

(2) Dakhla a été l'une des étapes de l'Aéropostale, sur la ligne Toulouse - Saint-Louis du Sénégal, où de grands pilotes français firent escale : Antoine de Saint-Exupéry, Jean Mermoz, Henri Guillaumet entre 1920 et 1930.



Contrôle des passeport au poste frontière de Guerguerat / Bir Guendouz entre la Mauritanie et le Maroc.



Contrôle des passeport au poste frontière de Guerguerat / Bir Guendouz entre la Mauritanie et le Maroc.



Poste frontière de Guerguerat / Bir Guendouz : un des deux scanners mobiles.



Poste frontière de Guerguerat / Bir Guendouz : à l'intérieur d'un des deux scanners mobiles.



Poste frontière de Guerguerat / Bir Guendouz : Contrôle d'un camion dans un des deux scanners mobiles.



Poste frontière de Guerguerat / Bir Guendouz : un car transportant de jeunes entrepreneurs se rendant au salon HUB Africa.



Poste frontière de Guerguerat / Bir Guendouz : Voitures françaises volées interceptées par la douane marocaine.



Poste frontière de Guerguerat / Bir Guendouz : File de camions se dirigeant vers la Mauritanie.



Une des stations balnéaires accueillant des adeptes du kitesurf dans le Sahara marocain.



Kitesurfers dans les environs de Dakhla



Employée dans une exploitation franco-marocaine de tomates cerises à Dakhla



Futur site du projet portuaire Dakhla Atlantique



Entrée d'un village de pêcheurs artisanaux



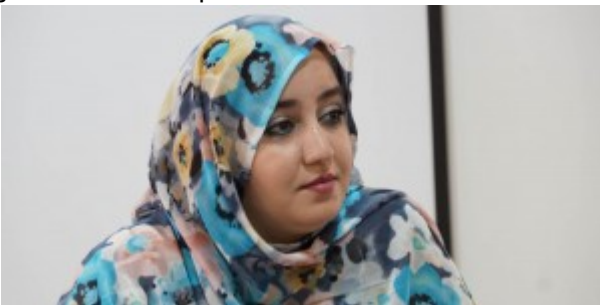
Pêcheurs artisanaux



Pêcheurs artisanaux



Jeunes marins pêcheurs



Raaboub BHAÏ, une des fondatrice du centre d'études « Sahara Réflexion »



Un des 4X4 de la Minurso dans la ville de Laayoune